



Les défis du Faire ensemble

La crise sanitaire, le confinement qui en a résulté, les inégalités sociales que cette crise a révélées mais aussi ses aspects positifs et négatifs, sont des éléments qui amènent à changer assez profondément la manière de réaliser ce **Faire ensemble** auquel nous aspirons

Il ressort de cette crise des éléments positifs et négatifs.

Les aspects positifs se retrouvent essentiellement dans la multitude de gestes de solidarité qui se sont étendus très au-delà des soignants. Ce sont les initiatives dans les quartiers pour venir en aide aux personnes ne pouvant pas se déplacer, l'activité de multiples lieux de distribution alimentaire ou encore mieux d'épicerie sociale. Tout ceci révèle une capacité à faire ensemble, qui n'était pas évidente. C'est également la prise de conscience de l'importance de ces métiers trop souvent négligés qui permettent à la société de fonctionner.

Les aspects négatifs se retrouvent essentiellement dans les comportements individualistes que l'on a pu observer mais aussi dans la défiance énorme à l'égard des responsables politiques. Cette défiance qui conduit une partie de la population à ne pas accepter les règles sanitaires et les contraintes que cela engendre.

La crise sanitaire met en évidence de fortes inégalités qui posent question au Faire ensemble.

Le confinement et la cohabitation dans des logements trop exigus, ou isolés ou insalubres, provoquent des situations familiales difficiles. Beaucoup de personnes



âgées ne disposent pas d'une mobilité suffisante ou d'un environnement familial ou amical capable de les dépanner. Beaucoup d'enfants, peut-être une majorité dans les milieux populaires, ne peuvent pas suivre l'enseignement à distance faute d'équipements suffisants. Le **Faire ensemble** est rendu impossible.

Beaucoup de personnes vont, pour des raisons diverses, être privées de ressources suffisantes, exposées à de grandes difficultés financières. Leur horizon est la survie quotidienne.



Le bénévolat ne peut remplacer la puissance publique.

Pour faire face aux difficultés, il a été fait appel au bénévolat et aux associations. Celles-ci reposent très largement sur la mobilisation des bénévoles âgés. Or, la crise a confiné les **seniors**, ralentissant l'action des associations, en particulier dans l'aide alimentaire. Les dons ont également diminué du fait de la constitution d'une épargne de précaution.

Il y a des circonstances où la solidarité ne peut remplacer une action publique insuffisante ou défaillante. Il faudra repenser la place de l'**Etat providence**.

Les plus modestes paient le prix le plus lourd.

Si notre société résiste, au moment où j'écris ces lignes, à la crise sanitaire, c'est parce que les salariés, qui assurent les services les plus essentiels, les livreurs, les aides-soignants, les caissières, les éboueurs, les postiers, les conducteurs de moyens de transport, sont, depuis le début de la crise, largement à leur poste au service de tous les autres, plus nantis et plus chanceux, qui ont pu ainsi rester confinés. Or ce sont les salariés les moins bien payés, ceux dont la contribution au bien commun est la moins reconnue. L'inégalité dans les choix de vie devient ici flagrante. Il ne peut y avoir de **Faire ensemble** sans une juste reconnaissance des apports des uns et des autres.

Les inégalités vont se renforcer.

Il y a une très grande inégalité dans cette crise entre ceux qui en ont peu souffert et ceux qui en payent lourdement les conséquences. Certains ont conservé l'essentiel de leurs ressources ou disposent d'un patrimoine suffisant pour faire face ; d'autres ont eu ou vont avoir des ressources insuffisantes pour faire face à leurs besoins. Là encore la générosité privée ne peut palier ces difficultés. La puissance publique doit trouver les moyens d'une solidarité exceptionnelle.

On voit que les inégalités de toutes sortes, financières, de patrimoine, d'accès au savoir, ne peuvent que s'aggraver avec cette crise sanitaire.

A l'issue de cette crise, il ne faudra pas se poser prioritairement des questions existentielles sur notre petite vie qui est une question de **riches**, mais commencer par réfléchir aux conséquences qu'introduisent dans la vie de la majorité de nos concitoyens les inégalités géographiques, culturelles, financières et familiales.

Si ces questions ne sont pas abordées, et des solutions trouvées, le **Faire ensemble** ne sera qu'une vaine expression.

François SOULAGE

*Président d'honneur du Secours Catholique/
Caritas France*